

The stakes

- Raise awareness among stakeholders on the economic, environmental and social stakes of the non-implementation of traceability policies in the domestic timber market.
- Promote the adoption of a preferential clause for legal timber in public procurement.
- Identifying potential sources of legal timber for the domestic timber market.
- Strengthen the governance of the domestic timber market in Cameroon and improve the country's image on the international scene.

Recommendations

- Adopt in public procurement in Cameroon purchasing policies that promote local timber from confirmed legal sources
- Prioritize regulatory acts, preferably taken by the Presidency and the prime minister's office to express the mandatory consumption of legal local timber in public procurement
- Develop and implement systems to monitor and disseminate official statistics on local wood use by public administrations
- Ensure that this dynamic is integrated into the ongoing reform of forest policy

Supporting the use of legal timber in public procurement in Cameroon

For further information:

+237 222 23 87 15 / 677 679 563

www.repar-afriquecentrale.org

janjakzam@yahoo.fr
reparcmr2006@gmail.com

B.P. 4954
Yaoundé, Cameroon

PARLIAMENTARIANS' NETWORK FOR THE
SUSTAINABLE MANAGEMENT OF CENTRAL
AFRICAN FOREST ECOSYSTEMS



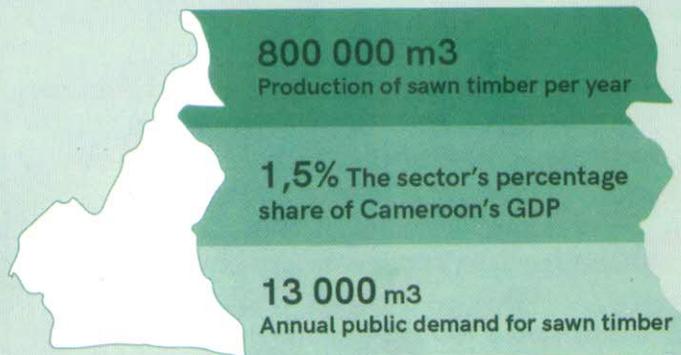
The issue of illegally sourced wood products in public procurement contracts

The demand for lumber is changing very quickly. However, the increase in domestic wood consumption does not take sufficient account of the legality or sustainability of the sources of supply. The State through public procurement constitutes an important part of the national demand. However, this public procurement (public contracts) has no requirements of legality or sustainability. Thus, the Cameroonian government indirectly contributes to the predominance of informality and even illegality that characterize national timber markets. It is therefore imperative that Cameroon establish policies that oblige public service providers to source timber products exclusively from legal sources.

Despite steps taken to promote the production and use of legally sourced timber, the majority of timber consumed domestically is still of informal origin and therefore largely illegal.

It is estimated that illegal logging and trade in timber results in a net loss of \$5.3 million per year in tax revenue. A responsible timber procurement policy with an effective commitment, beyond ensuring compliance with national or local government, would promote sustainable development and increased forest conservation.

The domestic timber market in figures :



In Cameroon, national public bodies have hardly developed a strategy to promote the legal origin of sawn timber used for public procurement. However, between July 2015 and June 2016, 1029 calls for tenders including works using timber were published in Cameroon's Journal des Marchés Publics, covering 2134 "building sites" for the construction or renovation of public infrastructure. School halls constitute the majority category of these tenders. The public demand for sawn timber is at least 13,000 m³ per year, making the Cameroonian State the main buyer of sawn timber and furniture on the domestic timber market.

However, no national body has currently internal regulations requiring or encouraging the use of legally sourced sawn timber.

Source: CIFOR

Enhance use of legal timber in public procurement

In order to encourage effective decision-making on the use of legal timber in public procurement by the Cameroonian government, the following measures are expected:

- Adopt the joint MINFOF/MINTP/MINMAP decree on the use of legal timber in public procurement.
- Taking measures to ensure the effectiveness of the joint MINFOF/MINCOMMERCE Order of 26 April 2010 on the organisation and functioning of the Domestic Timber Market.



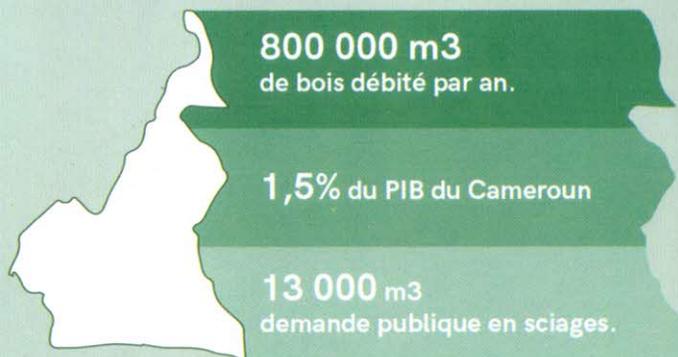
La problématique des produits bois d'origine illégale dans les commandes publiques

La demande en bois d'oeuvre évolue très rapidement. Cependant, l'augmentation de la consommation nationale de bois ne tient pas suffisamment compte de la légalité ou de la durabilité des sources d'approvisionnement. Or, l'Etat à travers la commande publique constitue une part importante de la demande nationale. Toutefois, cette commande publique (marchés publics) n'a pas d'exigences de légalité ni de durabilité. Ainsi, le gouvernement camerounais contribue indirectement à la prédominance de l'informel voire de l'illégalité qui caractérisent les marchés nationaux des bois d'oeuvre. Il est par conséquent impératif que le Cameroun instaure des politiques qui obligent les prestataires de service public à s'approvisionner en produits bois exclusivement auprès des sources légales.

Malgré les démarches entreprises pour promouvoir la production et l'usage de bois issus d'origine légale, la majorité du bois consommés au niveau national est encore d'origine informelle donc largement illégale.

On estime que l'exploitation et le commerce illégal du bois entraînent une perte nette de 5,3 millions de dollars par an en termes de recettes fiscales. Une politique d'achat bois responsable avec un engagement effectif, au-delà d'assurer la conformité avec le gouvernement national ou local, permettrait la promotion d'un développement durable, une préservation des forêts accrue.

Le marché intérieur du bois en chiffres:



Au Cameroun, les organismes publics nationaux n'ont quasiment pas développé de stratégie promouvant l'origine légale des sciages utilisés pour répondre aux marchés publics. Pourtant entre juillet 2015 et juin 2016, 1029 appels d'offres comprenant des travaux utilisant du bois d'oeuvre ont été publiés dans le Journal des Marchés Publics du Cameroun, portant sur 2134 « chantiers » de construction ou de rénovation d'infrastructures publiques. Les salles d'école constituent la catégorie majoritaire de ces appels d'offres. Cette demande publique de sciage atteint au minimum 13 000 m³ par an, faisant de l'Etat camerounais le principal acheteur de sciages et de meubles sur le marché intérieur du bois.

Or pour le moment, aucun organisme national ne dispose d'une réglementation interne exigeant ou encourageant l'utilisation du sciage d'origine légale.

Source: CIFOR

Renforcer l'utilisation de bois légal dans la commande publique

Afin de susciter la prise effective de décisions portant sur l'utilisation de bois légal dans la commande publique par le gouvernement camerounais, les mesures suivantes sont attendues:

- L'adoption du projet d'arrêté conjoint MINFOF/MINTP/MINMAP soumis à la primature pour approbation portant sur l'utilisation du bois d'origine légal(e) dans la commande publique
- La prise de mesures garantissant l'effectivité de l'arrêté conjoint MINFOF/MINCOMMERCE du 26 Avril 2010 portant sur l'organisation et le fonctionnement du Marché Intérieur du Bois.



Les enjeux

- Sensibiliser les parties prenantes sur les enjeux économiques, environnementaux et sociaux de la non mise en oeuvre des politiques de traçabilité du marché intérieur du bois.
- Promouvoir l'adoption d'une clause préférentielle bois légal dans les marchés publics.
- Identifier des potentielles sources de bois légal pour le Marché Intérieur du Bois (MIB).
- Renforcer la gouvernance du marché intérieur du bois au Cameroun et améliorer l'image du pays sur la scène internationale.

Recommandations

- Adopter dans la commande publique au Cameroun des politiques d'achat favorables à la promotion des bois locaux de source légale confirmée.
- Privilégier les actes réglementaires à travers des actions de plaidoyer auprès de la Présidence de la République et de la primature pour traduire l'obligation de la consommation du bois local légal dans la commande publique.
- Développer et mettre en oeuvre des systèmes de suivi et de diffusion des statistiques officielles sur la consommation du bois légal par les administrations publiques.
- Veiller à la prise en compte de cette dynamique dans le cadre de la réforme en cours de la politique forestière.

Pour plus d'informations:

+237 222 23 87 15 / 677 679 563

www.repar-afriquecentrale.org

janjakzam@yahoo.fr
reparcmr2006@gmail.com

B.P. 4954
Yaoundé, Cameroun

Soutenir l'utilisation de bois légal dans la commande publique au Cameroun

RÉSEAU DES PARLEMENTAIRES POUR LA GESTION
DURABLE DES ECOSYSTÈMES DES FORÊTS
D'AFRIQUE CENTRALE

